

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 22 JANVIER 2009

L'an deux mil neuf, le 22 janvier à 20 heures 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
Mme, MM. GAUTHIER, MAISONNAS, MANIE, TRACLET, Adjoints

Mmes DIDIER, BORREL-JEANTAN
MM. ABBOU, BALOUZET, COTE, DENIS, GRUMET, GUILLARD, PRUDON,

Pouvoirs : M. CAPLAT (pouvoir à M. COTE)

Excusé : Mr Michel VIENOT (Maire honoraire)

Secrétaire de séance : Mme GAUTHIER

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C.C.M.P.

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée un extrait de l'étude conduite dans le cadre de la commission Transport relatif au schéma de transports en commun à l'échelle du territoire communautaire.

La ligne 171 demeure l'épine dorsale du réseau de transports en commun sur le territoire, exerçant une fonction de cabotage indiscutable. Il rappelle que la CCMP contribue à hauteur de 25.000 € annuels à son fonctionnement et que cette ligne associe 3 autorités organisatrices de transports (Sytral, CG01, CCMP).

Concernant le projet communautaire, le choix se porte sur l'amélioration des déplacements domicile - travail. Le scénario proposé se décline en trois axes : les déplacements domicile - travail à l'extérieur du territoire (à destination de Lyon et/ou Ambérieu) ; les déplacements domicile - travail en provenance de l'extérieur du territoire ; le déplacement domicile - travail interne au territoire.

Concernant la commune, le schéma présenté concerne la création d'une ligne assurant la liaison Thil / gare de Beynost / place de la Dombes en heures de pointe du lundi au vendredi cadencé en fonction des horaires des TER le matin et le soir.

.../...

Pour les samedis, il est envisagé d'étudier un service de transport en commun pour la même desserte entre le milieu de la matinée et la fin d'après midi.

20 h 10 : Arrivée de Madame BORREL-JEANTAN

20 h 15 : Arrivée de Monsieur MANIE

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que suite à la demande formulée par les agriculteurs de la Côtère et du Plateau concernant la faisabilité de l'aire de grand passage des gens du voyage, une réunion de concertation aura lieu le 23 janvier 2009. Il s'agira là du premier échange entre le monde agricole et les Elus.

Monsieur le Maire expose au Conseil que depuis le mois de septembre dernier, la zone Actinove est un sujet récurrent suite aux Permis de Construire déposés par les deux pétitionnaires Tribollet et SCI Poliat qui ont essuyé un refus.

A la suite des démarches entreprises auprès de Monsieur le Préfet avec l'appui de Monsieur le Sénateur-Maire de Miribel et Monsieur le Président de la CCMP en parallèle de celles engagés par les pétitionnaires, leurs dossiers seront reconsidérés dans le cadre de réunions techniques à tenir le 5 février 2009 avec les services de la Direction départementale de l'Ain.

Monsieur le Maire informe du transfert de compétence du schéma directeur d'aménagement des « modes doux » du territoire communautaire de la commission Voirie à la commission Transport.

L'aménagement du chemin du Mas Durand est un des éléments de ce schéma directeur.

Mr Traclet déplore que sur le site Internet, les compétences de chacune des commissions CCMP ne soient pas détaillées. Il n'est, selon lui, pas toujours aisé de définir exactement quelle commission est compétente pour traiter tel ou tel dossier.

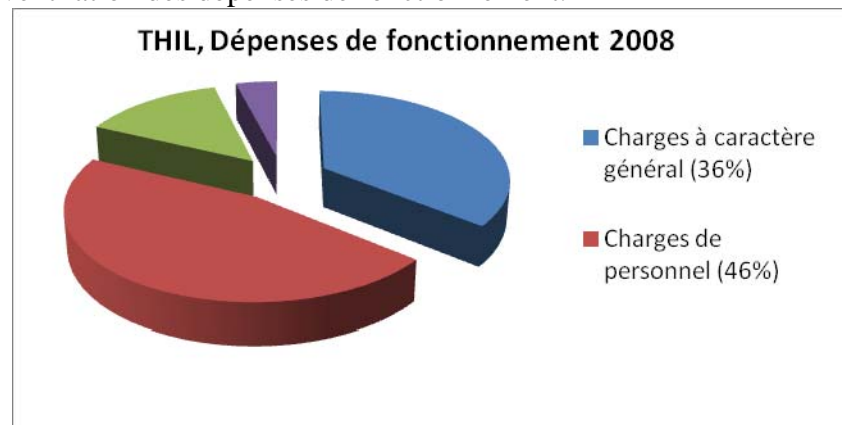
3. **FINANCES**

Mr Maisonnas, présente au Conseil la situation budgétaire de la commune au 31 décembre 2008.

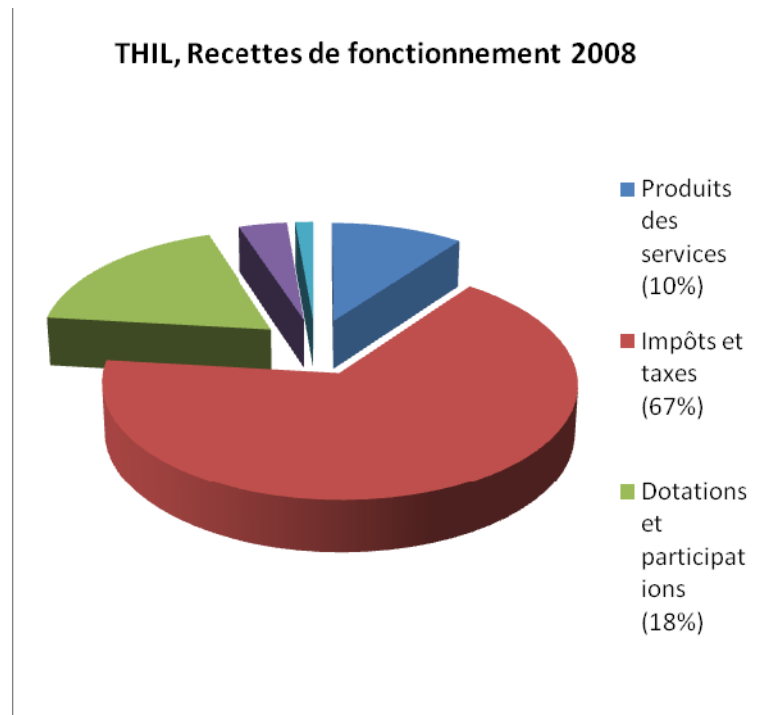
Malgré des dépenses non budgétées mais nécessaires, le résultat de l'année 2008 pour la section de fonctionnement est de +57.510,77 €, ce qui représente la capacité d'autofinancement de la commune.

Les tableaux ci-joints présentent :

- la ventilation des dépenses de fonctionnement.



- la ventilation des recettes de fonctionnement



Le résultat reporté de la section de fonctionnement à fin 2007 était de +122.515,80 €, soit un cumul de 180.026,57 € au 31/12/2008.

Le résultat de l'année 2008 pour la section d'investissement est de 166.944,42 € (lié à la non réalisation de la cantine) et, après absorption du "déficit" reporté fin 2007 (-116.223,27 €), il reste un excédant de 50.721,15 € au 31/12/2008.

C'est sur ces bases qu'est en train d'être construit le B.P. 2009.

Les opérations d'investissement 2009 devraient être plus importantes qu'au cours des dernières années et concerneront principalement l'entretien et la rénovation de notre patrimoine communal et le financement d'études préparatoires aux grands travaux à venir (ADSL, Voirie, Modes doux).

4. DELIBERATION 09/01/01 : SUBVENTION POUR PROJETS SCOLAIRES

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que des projets de Classes Découvertes, sorties extrascolaires pour l'ensemble des élèves des classes élémentaires et maternelles (petite, moyenne et grande sections) lui ont été présentés par les enseignants pour ce qui concerne l'année scolaire 2008 - 2009.

Monsieur le Maire précise que le financement est assuré pour partie par les contributions demandées aux parents des élèves et par le Sou des Ecoles. La dotation du Sou des Ecoles s'élève pour l'année scolaire 2008 – 2009 à 7.500 €

Afin de permettre la réalisation de ces activités, Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de se prononcer sur une subvention qui serait versée au Sou des Ecoles pour compléter leur financement.

Le Conseil,
Où les explications de Monsieur le Maire,

.../...

ACCEPTE le versement d'une subvention au Sou des Ecoles d'un montant de 3.500,00 euros, représentant la part communale dans le financement des projets scolaires.

La dépense sera mandatée à l'article 6574 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

Rapporteur : Mme DIDIER

5. DELIBERATION 09/01/02 : BAIL D'UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il est mis à disposition de Mr Pascal DUBROCA depuis le 1^{er} février 2008, un local à usage de commerce (épicerie / tabac) pour les besoins de la commune moyennant un loyer mensuel de 300 € Son évolution annuelle est indexée sur l'indice IRL.

Compte tenu :

- . des frais engagés pour la reconstitution totale du stock de marchandises lors de la réouverture de l'épicerie,
- . du contexte économique général peu favorable,
- . de la nécessité de maintenir un service de commerce de proximité au bénéfice des habitants de la commune,
- . il est proposé de réclamer la somme de 1 € symbolique pour l'année 2008 et pour l'année 2009 payable à terme échu pour la location du local à usage de commerce (épicerie, tabac).

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Maire,

Décide :

- . de lui réclamer la somme symbolique de 1,00 € pour l'année 2008,
- . d'autoriser Mr le Maire à signer un bail avec Mr Pascal DUBROCA pour un local à usage commercial, sis 251 rue de la Mairie à THIL pour une durée de 3 ans renouvelable deux fois,
- . de fixer le loyer pour l'année 2009 à la somme symbolique de 1€

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

6. DELIBERATION 09/01/03 : CONVENTION MEDECINE DU TRAVAIL

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la visite médicale annuelle obligatoire pour les agents communaux, il y aurait lieu de passer convention avec un médecin généraliste agréé.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et les termes de la convention fixant les modalités d'intervention d'un médecin du travail :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

La dépense sera mandatée à l'article 6475 du Budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Rapporteur : Mr GUILLARD

7. DELIBERATION 09/01/04 : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LE RAM

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Considérant que par délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2005, la commune de Thil a autorisé le Maire à signer la convention du 11 janvier 2006 conclue avec la commune de Beynost,

Considérant que par délibération du Conseil d'Administration du 19 juin 2006, le CCAS de St Maurice de Beynost a autorisé son Président à signer la convention du 10 juillet 2006 conclue avec la commune de Beynost,

Considérant que les conventions précitées ont permis à la commune de Thil puis au CCAS de St Maurice de Beynost d'adhérer au Relais Assistants Maternels » (RAM de Beynost et ont réglé les participations financières des parties aux frais de fonctionnement de la structure.

Ces conventions ont permis de proposer aux familles, aux assistants maternels et aux personnes exerçant la garde des enfants au domicile des parents, un service destiné à améliorer l'organisation et la qualité de l'accueil des jeunes enfants.

Ce service, assuré par la commune de Beynost, est agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain qui verse la prestation de service de base, si le RAM remplit les missions fixées par la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

Considérant que suite aux échéances des conventions précitées, il convient de conclure une nouvelle convention tripartite ayant pour objectif de fixer les modalités de participations financières de la commune de Thil et du CCAS de St Maurice de Beynost au RAM jusqu'au 31 décembre 2010, date de terme du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) des trois entités,

.../...

Il est proposé au Conseil Municipal :

- . d'abroger la délibération n° 08/09/01 du 12 décembre 2008, compte tenu des modifications demandées par la commune de Saint Maurice de Beynost,
- . d'approuver la convention de partenariat tripartite concernant le Relais Assistants Maternels,
- . d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire,

.approuve la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre la commune de Beynost, le CCAS de St Maurice de Beynost et la commune de Thil dont le projet est annexé à la présente délibération.

. autorise Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>1</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Rapporteur Mr GUILLARD

Mr Guillard expose le détail de la prestation et des incidences financières pour la commune. A la suite, le débat s'engage entre les élus.

Il a été mis en évidence que l'ensemble des créneaux temporels affectés à THIL sont utilisés.

Monsieur le Maire précise que, ce service doit être considéré comme un appoint à celui apporté par les nourrices. Son coût relatif (proportionnel au nombre de places réservées à THIL) doit être apprécié au regard :

- o De la subvention reçue de la CAF de l'Ain,
- o De l'impossibilité pour la commune à financer seule un service équivalent,

Ces deux prestations s'intègrent dans une approche globale de maintien et de pérennisation des services de proximité liés à la Petite Enfance, du restaurant scolaire et de soutien du Projet d'école : thèmes et engagements de l'équipe municipale pour le mandat municipal 2008 -2014.

Après échanges, Monsieur le Maire propose la délibération.

8. DELIBERATION 09/01/05 : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PLACES DE CRECHE AU MULTI ACCUEIL DE BEYNOST

Considérant que par délibérations du 27 mai et 22 décembre 2005, les Conseils Municipaux de Thil et Beynost ont autorisé leur maire respectif à signer la convention du 11 janvier 2006 concernant la mise à disposition de trois places de crèche (en équivalent temps plein) au sein du Multi-accueil de Beynost au bénéfice de Thil.

Cette convention était conclue pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008 avec effet rétroactif au 19 septembre 2005.

.../...

La convention précitée a permis de fixer les modalités fonctionnelles et financières de cette mise à disposition. Ce service, assuré par la commune de Beynost, est agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain qui verse la prestation de service de base.

Considérant que suite aux échéances de la convention précitée, il convient de conclure une nouvelle convention ayant pour objectif de fixer les modalités de la mise à disposition de ces places de crèches et la participation financière de la commune de Thil jusqu'au 31 décembre 2010, date de terme du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) de chacune des deux communes.

Il est proposé au Conseil :

- . d'approuver la convention de mise à disposition de places de crèche au Multi-accueil de Beynost au profit de la commune de Thil,
- . d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire,

- . approuve la convention de mise à disposition de places de crèche au Multi-accueil de Beynost au profit de la commune de Thil conclue entre les communes de Beynost et de Thil dont le projet est annexé à la présente délibération.
- . autorise Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

<i>Pour</i>	<i>9</i>
<i>Contre</i>	<i>4</i>
<i>Abstention</i>	<i>2</i>

9. QUESTIONS DIVERSES

SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL :

Mr Guillard informe le Conseil qu'une grève de l'Education Nationale est annoncée pour le jeudi 29 janvier prochain. Il rappelle les obligations liées au S.M.A. (Service Minimum d'Accueil) et demande les disponibilités des Elus pour faire face en cas de grève massive des enseignants de l'école de Thil.

A.432 :

Mr Grumet informe que la Société Dodin Campenon Bernard a déposé une demande afin d'accéder à la route reliant la ZAC Actinove. Au vu des nuisances engendrées, il n'y est pas favorable si aucune compensation n'est accordée et demande au Maire de s'opposer à cette autorisation.

Monsieur le Maire rappelle que le dossier est suivi depuis le mois de Novembre dernier.

Une première réunion s'est tenue en Mairie avec APRR le 22 décembre dernier sur le sujet. Un compte rendu de réunion a été établi à la suite.

.../...

Depuis cette date, Mr Traclet a pu identifier que les services des Routes ont autorisé la circulation des véhicules de chantier sur la RD 61b pour l'approvisionnement en béton du chantier. Des panneaux de restriction de la vitesse ont été apposés.

Mr Traclet, en tant qu'Adjoint à la voirie et à la Sécurité de la commune, le maître d'œuvre et le représentant de la société ont tenu une réunion pour étudier les alternatives possibles permettant de sécuriser la circulation et procéder à tout travaux d'aménagement nécessaire.

Plusieurs actions à la charge des entreprises de travaux ont été définies avec des délais de rendu à la Mairie.

Le dépôt de demande d'autorisation est l'une de ces actions. Dans l'attente des documents complémentaires, Monsieur le Maire précise qu'il opposera par lettre un refus à la demande d'accès aux voiries de chantier.

GENS DU VOYAGE :

Mr Manié rappelle au Conseil que le Président de la CCMP se rendra en Mairie de Thil la semaine prochaine concernant notamment le dossier des gens du voyage. La Commission Générale se réunira à cette occasion.

Mr. Le Maire précise que cette Commission Générale devra permettre un large débat entre les élus thilois et le Président de la CCMP autour du Plan de Mandat 2009 – 2014, son élaboration, au regard des compétences de la CCMP et de son financement.

DIVERS :

Mr le Maire interrompt la séance pour donner la parole à Mr Claude Barbet qui demande de s'assurer auprès du Cadastre de la propriété du chemin d'accès à la Zone Actinove.

D'autre part, il demande si une réunion publique de présentation des orientations budgétaires sera organisée avant le vote du Budget Primitif 2009. Mr le Maire lui répond que cette présentation se fera en Avril soit après le vote du Budget Primitif 2009. Il rappelle que le vote du Budget fera l'objet du prochain Conseil Municipal.

Mr Camboli (Lotissement La Verchère) demande où en est le dossier de l'ADSL. Mr le Maire répond que France Télécom a remis l'étude de faisabilité concernant l'ADSL. L'emplacement de l'équipement de ligne a été localisé sur la commune. La distance nécessaire pour relier le nœud de la zone d'ombre au nœud de raccordement de Dagneux est d'environ 7 kilomètres.

Des compléments d'information ont été demandés avant d'engager des démarches plus précises auprès d'opérateurs de fibre optique (la fibre optique déployée le long du chemin de halage peut être une opportunité).

Compte tenu des délais réglementaires, l'arrivée de l'ADSL à THIL ne peut être envisagée avant le premier semestre 2010.

Mr le Maire rappelle qu'il a sollicité la CCMP pour le financement, ceci dans le cadre du Plan de Mandat.

La séance est levée à 22 h 25